



2015/157



Ville du VAL

Place de la Libération
83143 LE VAL

ARRETE DE POLICE N°2015/157 PERMIS DE DETENTION D'UN CHIEN MENTIONNE A L'ARTICLE L. 211-12 DU CODE RURAL

NOUS, SAULNIER Bernard, MAIRE DU VAL,
VU la loi n° 2008-582 du 20 juin 2008 modifiant et renforçant les mesures de prévention et de protection des personnes contre les chiens dangereux,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 2212-1, L. 2212-2,

VU le Code Rural et de la Pêche Maritime et notamment ses articles, L. 211-11 et suivants, D211-3-1 et suivants, L223-10 et R. 211-5 et suivants,

VU l'arrêté Interministériel du 27 avril 1999 établissant la liste des types de chiens susceptibles d'être dangereux,

VU l'arrêté n°10-009 du Préfet du Var, en date du 19 février 2010 fixant la liste départementale des vétérinaires habilités à réaliser les évaluations comportementales prévue à l'article L. 211-14-1 du Code Rural,

VU l'arrêté n° 2011.013 du préfet du Var, en date du 26 janvier 2011 fixant la liste des personnes habilitées à dispenser la formation à l'attestation d'aptitude portant sur l'éducation et le comportement canins, prévue au I de l'article L. 211-13-1 du Code Rural,

VU la demande de permis de détention présentée et la production des pièces annexées conformément aux exigences de l'article L211-14 du code rural et la pêche maritime,

A R R E T O N S

ARTICLE 1^{er} : PERMIS DE DETENTION

Un permis de détention prévu à l'article L.211-14 du Code Rural et de la Pêche Maritime, est délivré à :

Nom : **PIERARD** Prénom : **Gaëlle**
né le **31 décembre 1980** à **Suresnes (92)**
Adresse ou domiciliation : **6 rue Thiers à LE VAL(83143)**

Qualité : **Propriétaire de l'animal ci-après désigné**

Assuré(e) au titre de la responsabilité civile pour les dommages susceptibles d'être causés aux tiers par l'animal auprès de la compagnie d'assurances : **GMF**
N° de contrat : **32.823709.65C**

Détentrice de l'attestation d'aptitude délivrée le : **15 juin 2015** délivré par le **Dr FAVRE Guy-André**
Inscrit à l'Ordre National des vétérinaires français sous le N° : **006304**

Pour le chien ci-après identifié :

Nom : **JEDI dit DJANGO** De race ou type **ROTTWEILER**

Chien de 2^{ème} catégorie

Identifié par puce électronique sous le N° : **250 268 711 183 586**

Date de naissance : **10/07/2014** Sexe : **MALE**

Vaccination antirabique effectuée le : **02/09/2015**

L'évaluation comportementale du chien classant le chien au niveau : **1/4** de risque de dangerosité.

Accusé de réception et Ministère de l'Intérieur par le **Dr FAVRE Guy-André**

083-218301430-20150909-PM-2015-157-AR

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 11/09/2015

ARTICLE 2 :

Le numéro et la date de délivrance du permis de détention sont mentionnés dans le passeport communautaire pour animal de compagnie du chien concerné, par le Maire ou son représentant.

ARTICLE 3 :

La validité de ce permis est subordonnée au respect permanent de la validité de :

- la vaccination antirabique
- l'assurance garantissant la responsabilité civile du propriétaire ou du détenteur pour les dommages causés aux tiers par l'animal
- le respect des préconisations établies dans cette évaluation par le vétérinaire.

ARTICLE 4 :

Le permis reste valide tant que le détenteur n'entre pas dans les critères mentionnés dans l'article L.211-13 (personnes non habilitées à détenir un chien de 1ère ou 2e catégorie).

En cas de changement de commune de résidence, le permis doit être présenté à la Mairie du nouveau domicile.

ARTICLE 5 :

Tout fait de morsure ou de griffure d'une personne par ce chien doit être déclaré par son propriétaire ou son détenteur, à la Mairie de la commune de résidence du propriétaire ou du détenteur de l'animal. Dans ce cas, le propriétaire ou le détenteur du chien, est en outre tenu de le soumettre, pendant la période de surveillance sanitaire définie en application du premier alinéa de l'article L.223-10, à une nouvelle évaluation comportementale mentionnée à l'article L.211-14.-1 du Code Rural et de la Pêche Maritime, qui devra obligatoirement être communiquée au Maire de la commune de résidence de l'animal. Si les résultats de cette nouvelle évaluation le justifient, le Maire peut, alors, abroger le permis de détention délivré par cet arrêté.

ARTICLE 6 :

- Le chien dont les résultats de l'évaluation se situent au niveau 1, présentant de ce fait un risque de dangerosité critique pour certaines personnes ou dans certaines situations, devront suivre les prescriptions suivantes :

- mise en contact avec le public qu'avec des mesures de contrôle appropriées: contrôle physique (laisse et muselière)

Dans le cas où le propriétaire ou le détenteur ne présenterait pas toutes les garanties quant à l'application des mesures prescrites, le maire se réserve le droit de prendre au titre de son pouvoir de police générale toutes les mesures efficaces pour prévenir les accidents ou remédier aux événements fâcheux pouvant être occasionnés par des animaux dangereux (notamment capture et dépôt du chien dans un lieu sécurisé, aux frais du propriétaire/détenteur de l'animal).

Le gestionnaire du lieu de dépôt sera autorisé, après avis d'un vétérinaire désigné par la direction des services vétérinaires, soit à faire procéder à l'euthanasie de l'animal, soit à en disposer dans les conditions prévues au II de l'article L. 211-25 du Code Rural.

ARTICLE 7 :

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée par un agent assermenté, au demandeur.

ARTICLE 8 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'une contestation auprès du tribunal administratif de Toulon dans un délai de 2 mois. Le délai de recours commence à courir le jour de la notification de la présente décision au propriétaire ou détenteur de l'animal.

ARTICLE 9:

Madame la Directrice Générale des Services de la Mairie du Val, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis à M. le Préfet du Var et affiché.

Fait à LE VAL, Le 09 septembre 2015,

L'Adjoint Délégué,

Xavier GIRAUD

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

083-218301430-20150909-PM-2015-157-AR

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 11/09/2015

